

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple cedex

Savigny-le-Temple, le

23 FEV. 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EXETER III FRANCE B2

37 avenue Pierre 1er de Serbie
75008 Paris

Référence : E4/24-0441
Code AIOT : 0006509454

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/01/2024 dans l'établissement EXETER III FRANCE B2 implanté 92 route de Presles 77220 Gretz-Armainvilliers. L'inspection a été annoncée le 11/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EXETER III FRANCE B2
- 92 route de Presles 77220 Gretz-Armainvilliers
- Code AIOT : 0006509454
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'arrêté préfectoral n°92 DAE 2 IC 044 du 24 mars 1992 a autorisé la société BAUD à exploiter un entrepôt destiné à stocker des produits de grande consommation sur la commune de Gretz-Armainvilliers.

La lettre préfectorale du 5 juin 2002 prend acte du changement d'exploitant au profit de la société SGL.

Le 30 mars 2005, la société SGL a bénéficié de l'arrêté préfectoral complémentaire n°05 DAI 2 IC 060 du 30 mars 2005.

La lettre préfectorale n°E4/22-2623 du 19 décembre 2022 prend acte du changement d'exploitant au profit de la société EXETER III FRANCE B2.

L'exploitant a bénéficié de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2023 DRIEAT UD77 092 du 26

juillet 2023.

Depuis la reprise du site, l'exploitant fait réaliser de nombreux travaux de modernisation, raison pour laquelle le site n'a pas été exploité entre janvier 2022 et octobre 2023. Le site est partiellement exploité depuis octobre 2023 ; des travaux sont toujours en cours et devraient s'achever en juin 2024.

Thèmes de l'inspection :

- ☐ Risques accidentels ;
- ☐ Risques chroniques,

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article annexe I - article 1.6.4	Demande de justificatif à l'exploitant	9 mois
8	Efficacité énergétique des chaudières	Code de l'environnement, articles R.224-31 et R.224-32	Demande de justificatif à l'exploitant	9 mois

⁽¹⁾ S'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	État des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article annexe I - article 1.4-I	Sans objet
2	Prélèvement d'eau - consommation	Arrêté Préfectoral du 30/03/2005, article 3.I.1.1	Sans objet
3	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 30/03/2005, article 3.I.2.4	Sans objet
5	Bruit	Arrêté Préfectoral du 30/03/2005, article 3.IV.5	Sans objet
6	Prévention des risques	AP Complémentaire du 26/07/2023, article 2.3.2.1	Sans objet
7	Atelier de charge d'accumulateurs	Arrêté Préfectoral du 30/03/2005, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les non-conformités observées sont en lien avec la période de non-exploitation du site et les travaux de modernisation du site. Une fois les travaux achevés, l'exploitant pourra lever l'ensemble des non-conformités observées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article annexe I - article 1.4-I
Thème(s) : Risques accidentels, État des matières stockées
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ; 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées. Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.
Constats : L'exploitant dispose d'un état des matières stockées. Ce dernier est mis à jour de façon hebdomadaire. Actuellement, aucun produit n'est entreposé ; le site est "mono-produit" ; par conséquent, l'état des stocks servant à la gestion d'un événement accidentel est le même que l'état des stocks synthétique. L'état des stocks est tenu sur un tableur ; ce dernier est accessible en tout temps, y compris en cas d'accident ou d'incident. Un plan des stockages est annexé à l'état des matières stockées. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique. L'inventaire est défini par le

client ; il se fait soit fin février/début mars, soit en août/septembre.

Il est à noter qu'actuellement, seules les 2 cellules du bâtiment 2 et une cellule du bâtiment 1 sont occupées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prélèvement d'eau - consommation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2005, article 3.I.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau

Prescription contrôlée :

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours sont limités aux quantités suivantes :

- Réseau public : 6100 m³.

[...]

Constats :

Le site n'a pas été occupé entre janvier 2022 et octobre 2023. Durant cette période l'exploitant a réalisé des travaux de modernisation.

Aussi, l'exploitant n'a pas été en mesure de transmettre à l'inspection des installations classées les éléments permettant de justifier de sa consommation d'eau provenant du réseau d'eau public pour l'année 2023 le jour de l'inspection.

Par courriel du 9 février 2024, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées que sa consommation annuelle d'eau de février à septembre 2023 était de 270 m³. Il a transmis sa facture d'eau.

La consommation semestrielle de 2023 est très en deçà de ce qui est autorisé par arrêté préfectoral (6100 m³ par an, soit 3050 m³ pour 6 mois).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2005, article 3.I.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Séparateurs d'hydrocarbures

Prescription contrôlée :

[...] Les séparateurs d'hydrocarbures (débourbeurs/déshuileurs) subissent au minimum un contrôle visuel bi-mensuel pour éviter tout risque de pollution par ces installations. Ces contrôles sont consignés sur un registre.

Constats :

Deux séparateurs d'hydrocarbures sont présents sur le site. Ces derniers font l'objet d'un curage annuel. En revanche, aucun contrôle visuel bi-mensuel n'a été mis en place.

Il a été rappelé à l'exploitant qu'une surveillance visuelle bi-mensuelle devait être mise en place et que ces contrôles devaient être consignés dans un registre.

L'exploitant a informé l'inspection des installations classées que le gardien réalisait une ronde toutes les 2h et qu'il était donc possible de mettre en place cette surveillance.

Par courriel du 9 février 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le suivi des contrôles visuels bi-mensuels mis en place depuis l'inspection.

L'exploitant a transmis une copie du contrat de maintenance passé avec un prestataire pour le pompage et le nettoyage annuel des séparateurs d'hydrocarbures.

Lors de la visite, l'inspection des installations classées a pu constater que les séparateurs d'hydrocarbures sont clairement identifiés sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article annexe I - article 1.6.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales susceptibles d'être polluées
Prescription contrôlée : [...] Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles. Les eaux pluviales susvisées rejetées respectent les conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;- la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur ;- l'effluent ne dégage aucune odeur ;- teneur en matières en suspension inférieure à 100 mg/l ;- teneur en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l ;- teneur chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 300 mg/l ;- teneur biochimique en oxygène sur effluent non décanté (DBO5) inférieure à 100 mg/l. [...]
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la surveillance de la qualité des eaux pluviales ; en effet, aucun prélèvement et aucune analyse n'ont été réalisés depuis la reprise du site. De plus, le précédent exploitant n'a pas transmis les résultats de ses dernières analyses d'eaux pluviales. L'exploitant a rappelé que l'entrepôt n'a été remis en service qu'en octobre 2023. Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que les travaux de modernisation devraient se terminer en juin 2024. Aussi, il sollicite la possibilité de faire réaliser les prélèvements et analyses des eaux pluviales après la fin des travaux afin que les résultats soient le reflet du site en exploitation. Par courriel du 9 février 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le devis accepté et signé pour la réalisation des prélèvements et analyses des eaux pluviales. Lors de la visite, l'inspection des installations classées a pu constater que les points de prélèvement des eaux pluviales sont clairement identifiés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fera réaliser des prélèvements et analyses des eaux pluviales après la fin de la phase travaux. Les résultats de ces derniers seront transmis à l'inspection des installations classées dès réception.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 9 mois

N° 5 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2005, article 3.IV.5
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des niveaux sonores
Prescription contrôlée : L'exploitant fait réaliser tous les 5 ans et à ses frais, une mesure des niveaux d'émissions sonores par une personne ou un organisme qualifié selon une procédure et aux emplacements choisis après accord de l'inspection des installations classées. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.
Constats : Conformément aux prescriptions de son arrêté préfectoral, l'exploitant fait réaliser des mesures acoustiques tous les 5 ans. La dernière campagne de mesure a été réalisée les 15 et 16 juin 2022. Les résultats étaient conformes en tous points. L'exploitant a informé l'inspection des installations classées qu'une nouvelle campagne de mesures acoustiques serait réalisée courant 2024 afin de prendre en compte l'activité actuelle du site. D'ailleurs, le devis accepté et signé pour cette nouvelle campagne a été transmis à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention des risques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/07/2023, article 2.3.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau
Prescription contrôlée : Le 3ème alinéa de l'article 3.V.7.1.2 de l'arrêté préfectoral est remplacé par : "Le débit et la pression d'eau du réseau fixe d'incendie sont normalement assurés par des moyens de pompage propre à l'établissement. En toutes circonstances, le débit cumulé sera au minimum de 360 m3/h à partir de 3 poteaux d'incendie sur les 10 présents autour de l'établissement."
Constats : Des tests ont été réalisés sur les hydrants en individuel et en simultané le 4 octobre 2022. Ces derniers étaient conformes et les résultats ont été transmis au SDIS par courriel. L'exploitant a informé l'inspection des installations classées que de nouveaux tests seraient réalisés en février 2024. L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, la demande d'intervention faite au prestataire, en date du 22 janvier 2024. Les résultats de ces derniers seront transmis au SDIS mais également à l'inspection des installations classées. Lors de la visite, l'inspection des installations classées a pu observer que 10 poteaux incendie sont présents autour du site. Certains d'entre eux ont été changés récemment.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Atelier de charge d'accumulateurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2005, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Atelier de charge d'accumulateurs
Prescription contrôlée : [...] Les locaux de charge sont équipés d'un ou plusieurs détecteurs d'hydrogène judicieusement disposés. La détection entraîne le report d'une alarme ainsi que l'arrêt de la charge des accumulateurs. À défaut, l'interruption des systèmes d'extraction d'air devra interrompre automatiquement l'opération de charge et déclencher une alarme. [...]
Constats : Les locaux de charge sont dépourvus de détecteur d'hydrogène. En revanche, la charge des engins de manutention est asservie au bon fonctionnement de la ventilation mécanique ; cela permet de maîtriser tout risque associé aux émanations d'hydrogène. L'exploitant a indiqué que toute l'électricité du site a été refaite et que la vérification des extracteurs des locaux de charge est réalisée par un prestataire. Une copie du contrat de maintenance a été transmise à l'inspection des installations classées. Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté que certains locaux de charge étaient encore en travaux (réfection des résines) et que les quelques engins de manutention présents fonctionnent au gaz.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Efficacité énergétique des chaudières

Référence réglementaire : Code de l'environnement, articles R.224-31 et R.224-32
Thème(s) : Risques chroniques, Efficacité énergétique des chaudières
Prescription contrôlée : <i>Article R.224-31 :</i> L'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R. 224-21 fait réaliser un contrôle périodique de l'efficacité énergétique de celle-ci par un organisme accrédité dans les conditions prévues par l'article R. 224-37 sauf s'il a conclu un contrat de performance énergétique dont les caractéristiques sont définies par arrêté du ministre chargé de l'énergie. <i>Article R.224-32 :</i> Le contrôle périodique mentionné à l'article R. 224-31 comporte : 1° Le calcul du rendement caractéristique de la chaudière et le contrôle de la conformité de ce rendement avec les dispositions du paragraphe 1er de la présente sous-section ; 2° Le contrôle de l'existence et du bon fonctionnement des appareils de mesure et de contrôle prévus par le paragraphe 1er de la présente sous-section ; 3° La vérification du bon état des installations destinées à la distribution de l'énergie thermique situées dans le local où se trouve la chaudière, 4° La vérification de la tenue du livret de chaufferie prévu par l'article R. 224-29 ; 5° Pour les chaudières destinées au chauffage de locaux ou de l'eau chaude sanitaire : a) L'évaluation du dimensionnement du générateur de chaleur par rapport aux exigences en matière de chauffage du bâtiment, sauf si les systèmes de chauffage et les besoins de chauffage n'ont pas changé depuis le dernier contrôle ; b) La vérification du bon état des parties accessibles des installations destinées à la distribution et à la régulation de l'énergie thermique dans le bâtiment. Ces contrôles périodiques sont effectués à la diligence et aux frais de l'exploitant de l'installation thermique.
Constats : Conformément au porter-à-connaissance déposé en mars 2023, deux chaudières à gaz, d'une puissance unitaire de 800 kW, ont été installées. Ces dernières sont raccordées à une même cheminée. Elles ont pour fonction d'assurer le hors gel de l'installation de sprinklage du site. L'exploitant a informé l'inspection des installations classées que le contrôle périodique de l'efficacité énergétique des chaudières sera réalisé à l'automne 2024. Le devis accepté et signé pour cette prestation a été transmis à l'inspection des installations classées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, sous un délai de <u>9 mois</u> , une copie du rapport de l'efficacité énergétique des chaudières.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 9 mois

